Dans ce texte, Mathieu Agostini répond à Daniel Tanuro à propos du manifeste pour l'Ecosocialisme du Parti de gauche (PG). Il est membre du Comité des Assises pour l'écosocialisme et du Bureau National du PG, pour lequel il est co-responsable de la commission Ecologie.

Daniel Tanuro est un auteur et militant écosocialiste. Il a récemment publié dans la revue *Contretemps*, une analyse critique des 18 thèses du Manifeste pour l'Ecosocialisme présenté aux Assises du 1er décembre 2012 organisées par le Parti de Gauche (PG). Nous avons regardé cette analyse avec tout l'intérêt que nous devions lui porter. Une des ambitions que nous nous étions fixée était de lancer le débat avec le courant écosocialiste et, au-delà, la gauche sur la question brûlante de l'écologie et de la stratégie écosocialiste. Daniel Tanuro, avec d'autres, y contribue par cet article. Nous nous réjouissons de cette contribution de qualité qui marque l'intérêt suscité par notre démarche et poursuit le débat que nous avons souhaité ouvrir avec ce Manifeste.

De la démarche qui a conduit le PG à coordonner la rédaction de ce Manifeste

Rappelons dès à présent la démarche qui a motivé le Parti de Gauche. Depuis quatre ans, plusieurs familles politiques ont travaillé et convergé au sein de notre parti : des républicains, des marxistes, des socialistes, des écologistes, des objecteurs de croissance etc. Cette convergence des travaux doctrinaux, programmatiques et dans les luttes s'est forgée petit à petit dans le sens du projet écosocialiste. C'est en soi un élément remarquable. Nous n'avons rien inventé ou encore moins mis bout à bout des éléments de chaque famille pour nous bâtir une cohérence de façade. C'est le débat argumenté, la formation et la participation aux résistances de terrain – pensons à nos anciens camarades socialistes se retrouvant pour la première fois à Notre Dame des Landes ! – qui ont abouti naturellement à ce socialisme du 21e siècle.

L'objet des Assises pour l'écosocialisme que nous avons organisées le 1er Décembre 2012 n'était donc pas de réintellectualiser un projet déjà existant. Il avait deux objectifs principaux : élaborer la synthèse de notre vision à un moment politique donné et ouvrir une audience large aux débats à venir sur le sujet. Nous y avions d'ores et déjà posé un certain nombre de thèmes qui méritaient d'être débattus au sein du PG ou qui étaient des éléments de discussions avec nos partenaires du Front de Gauche : les formes de démocratie, la République, la place des travailleurs dans un combat écosocialiste etc. Pour poursuivre, il nous semblait indispensable d'initier une dynamique forte autour de l'écosocialisme avec les personnalités et organisations politiques, associatives, résistantes qui pouvaient se reconnaître dans cette dynamique. L'écosocialisme est pour nous le nouveau paradigme émancipateur, celui du 21e siècle. Il n'appartient pas à une organisation, il est un combat en construction. Lui donner un souffle nouveau est notre ambition.

La complète réussite de ces Assises a largement confirmé l'intérêt de notre démarche. En conséquence, ce processus a été déclaré « permanent » et il est aujourd'hui piloté par un comité de personnalités qui ont fait part de leur souhait de travailler au développement de l'écosocialisme en France[1]. A ce jour nous avons réussi à tenir une quinzaine d'assises décentralisées et nous avons bon espoir que toutes les régions de France se soient

mobilisées d'ici à la fin de l'année[2]. Les participants s'approprient l'idée de l'écosocialisme, la diffusent, mobilisent les associations, se lient avec les camarades en lutte et approfondissent les débats. De nouvelles Assises nationales auront lieu en décembre 2013. Comme Daniel Tanuro, nous faisons nôtre aussi l'idée que le « débat à gauche ne fait que commencer ». C'est ce qui a été entamé par le Comité des Assises et par les Assises décentralisées. En réalité, le travail ne peut se limiter à l'analyse critique du Manifeste. C'est toute la démarche qu'il faut embrasser.

Le Manifeste : un projet, qui laisse la place à des déclinaisons programmatiques

Les critiques, constructives, de l'auteur sont de plusieurs ordres. Il y relève notamment un certain nombre de manques. « Le PG […] ne dit rien des agrocarburants, du gaz de schiste ou de la capture-séquestration du carbone ». C'est l'occasion pour nous de préciser l'idée qui a porté la rédaction de ce manifeste avant de répondre à ce que pointe l'auteur. Donner un nouveau souffle, nous l'avons dit. Pour cela, nous avons pris le parti de poser principalement les éléments cadres du débat, afin de disposer d'une base solide de discussion. Le choix a été fait de ne pas rentrer dans le détail du travail programmatique. Cela ne correspondait pas au format d'un Manifeste, et le choix a été fait de rester dans le cadre d'un texte de portée générale.

Dans le contexte politique actuel, nous jugeons en effet incontournable de rassembler les forces politiques, associatives, syndicales écosocialistes. Partant de là, la situation exige de rassembler sur une base politique exigeante à partir de laquelle discuter les éléments programmatiques. Nous convenons avec Daniel Tanuro que certains éléments sont incontournables, y compris dans un texte de portée générale tel que nous venons de le définir. Certaines corrections ont ainsi été apportées entre deux moments du texte. D'autres débats méritent cependant d'être prolongés.

Ainsi, nous abordons la nécessité de la transition énergétique partant du constat du dérèglement climatique, en laissant ouvert un certain nombre de débats. Nous appelons dans le Manifeste à une 6e République sans développer ce à quoi nous appellerions après la convocation de l'Assemblée Constituante (démocratie sociale dans les entreprises, mandat révocatoire, règle verte etc.). Nous avançons sur le « ménagement du territoire » sans pour autant détailler le plan fret qu'a élaboré le Parti de Gauche ou son programme de relance des transports publics de proximité. Le Manifeste énonce les grands principes qui nous paraissent incontournables pour une rupture anticapitaliste, écosocialiste, et appelle ceux qui s'y reconnaissent à élaborer les scénarios, les plans politiques et les stratégies militantes. C'est la portée que nous voulions donner à ce texte. D'autant plus que nos positions sur le sujet ne peuvent être suspectées d'ambiguïté. Le Front de Gauche s'est battu dans l'hémicycle contre les gaz de schiste et les OGM, le Parti de Gauche n'a eu de cesse de condamner les agrocarburants, et au delà l'accaparement impérialiste des terres agricoles. Et ce, de façon tout aussi claire que l'arrêt du nucléaire qui fait partie des éléments fondateurs du parti.

Des sciences et de l'usage de la technique

Daniel Tanuro juge que le « PG considère les technologies comme socialement neutres ». Nous posons effectivement dans la thèse 13 que « *Le problème n'est pas la technique en*

soi mais bien l'absence de choix et de contrôle citoyen ». C'est une lecture erronée de l'intention qui a prévalue lors de la rédaction de cette phrase, rédigée notamment suite à nos travaux avec Jacques Testart de la Fondation Sciences Citoyennes. Les courants sont nombreux au sein de l'écologie politique qui confondent la responsabilité du mode de production capitaliste et productiviste, le développement incontrôlé des forces productives avec celui de la technologie et finissent par reposer sur une critique de la technique, voire de la science. Nous avons voulu marquer notre désaccord avec cette position. Mais n'esquivons pas pour autant le débat, il existe, y compris chez nous. Nous ne considérons pas que toute technique soit neutre. Nous faisons cependant bien le distinguo entre une technique et la technologie. Si nous condamnons par exemple la technologie nucléaire, nous ne mettons pas dans le même panier ses applications dans l'armement, les centrales électro-nucléaires et la recherche médicale. Oui, certaines sont par définition dangereuses et problématiques, et Daniel Tanuro a évidemment raison de souligner le problème lié au nucléaire. Un déchet nucléaire, quand bien même est-il public, reste un déchet radioactif que nous ne savons traiter.

Mais au-delà de ce domaine, nous considérons également que certaines techniques sont émancipatrices à un certain degré de leur utilisation et aliénantes à partir d'un niveau ou d'un rapport social donné. Les exemples sont multiples. De la médecine tel que l'expose Ivan Illich[3] aux nouvelles technologies numériques qui peuvent avoir un usage émancipateur, créateur de lien social et outil de la démocratie, tout autant que devenir un véhicule du totalitarisme. C'est sous la conduite de l'industrie pharmaceutique que la médecine productiviste se transforme en une infrastructure d'aliénation. D'autres rapports sociaux rendraient, de notre point de vue, ses lettres de noblesse à la discipline. Le débat ne se résume donc pas pour nous à la question de la neutralité. Il se résout par contre par la lutte sociale et le retour de mécanismes permettant des choix éclairés et citoyens.

La question énergétique

Daniel Tanuro écrit : « Notre principale critique est que le PG ne se prononce pas pour l'abandon des combustibles fossiles et n'aborde pas franchement certaines contraintes majeures de la transition vers un système intégralement fondé sur les énergies renouvelables ». Et à la suite : « On ne répétera jamais assez les données de base du problème : au-delà de 1,5°C de hausse par rapport à l'ère préindustrielle, le réchauffement de la basse atmosphère entraînera plus que probablement des catastrophes écologiques et sociales irréversibles ». Nous sommes en tout point d'accord avec ce qui est énoncé ici. Cette analyse et ces données sont constitutives de l'analyse du PG. La lutte contre le dérèglement climatique est un combat central de notre projet politique. La revendication initiale de la campagne du Front de Gauche aux présidentielles sur la question énergétique était d'ailleurs la sortie des énergies carbonées. Cette position, sans ambiguïté sur la sortie des énergies fossiles, ne laissait plus que l'espace de notre divergence interne au FDG sur la question du nucléaire. Une des premières batailles dans laquelle nous nous sommes retrouvés au PG, avec d'autres écosocialistes, fut d'ailleurs le collectif *Urgence Climatique Justice Sociale* et la lutte organisée dans le cadre du Contre-Sommet de Copenhague. C'est à cette période que nous avons dénoncé le système du marché carbone, intégré la lutte contre les Mécanismes conjoints de développement et plus tard, contre les REDD+[4].

A ce jour, le PG est un partisan clair de la transition énergétique sur la base du scénario Négawatt, de la sortie programmée des énergies fossiles et du nucléaire. Le suivi des textes, du programme ou simplement des actions menées par le PG depuis sa création

devraient suffire à lever le moindre doute sur la question. Cette transition ne peut être imposée « par le haut ». C'est une évidence sociale, économique, écologique, technique. L'appropriation de la question énergétique est donc le corollaire de nos positions : production décentralisée, nécessairement publique et socialisée, réduction des consommations etc. C'est la raison pour laquelle nous demandons un référendum sanctionnant les grandes orientations de la transition[5] qui devra avoir lieu à l'issue d'un débat argumenté, débat au cours duquel le PG défendra le scénario de l'arrêt du nucléaire. Pour que cette bifurcation énergétique soit possible, il nous faut reprendre la maîtrise publique des moyens de production. Nous militons donc pour un pôle public de l'énergie avec la nationalisation d'EDF, GDF, Total et Areva. Cette réappropriation des moyens de la transition est indispensable. Ce pôle public aura pour missions de mettre en œuvre les économies d'énergie, la réduction de la consommation et de développer les énergies renouvelables et l'alternative aux productions énergétiques actuelles.

Des débats restent cependant à mener, y compris dans ce scénario. La limitation du réchauffement climatique passe par des objectifs précis mais également des trajectoires de réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'hypothèse d'un arrêt rapide du nucléaire, par exemple, compte tenu des infrastructures actuelles et des temps nécessaires à relocaliser l'activité, économiser l'énergie, remplacer des activités par des productions plus sobres, nécessiterait de passer par la relance temporaire de centrales thermiques. Et il ne suffit pas de dire qu'il faille équilibrer cette augmentation des émissions avec les économies d'énergie. Les rythmes sont souvent loin d'être les mêmes. Si nous partageons les objectifs, nous considérons que la mise en œuvre doit être débattue, réappropriée, car ces choix, quels qu'ils soient, ont des répercussions qui ne sont pas neutres. Nous avons en conséquence estimé que ce n'était pas le rôle du Manifeste que de trancher ces débats mais au contraire de les favoriser.

Centralité de la question énergétique et climatique

Au-delà, l'interpellation de Daniel Tanuro pose, à ce stade de nos échanges, ce que nous lisons comme une centralité de la question énergétique et climatique. Les énergies fossiles ont fonctionné comme moteur du système capitaliste, et fossoyeur du climat. De ce fait, la question énergétique revêt une importance particulière. Elle est déterminante dans le mode de production capitaliste. La course au charbon puis au pétrole a déterminé historiquement le développement du système capitaliste et son stade impérialiste. S'attaquer à la problématique c'est donc combattre frontalement le système. C'est participer à l'organisation de la rupture.

La question énergétique est donc nécessaire, mais elle semble aussi insuffisante. Une politique écosocialiste doit pouvoir ouvrir tous les champs d'action constitutifs du capitalisme productiviste. Le capitalisme assimilera, et il a déjà démarré, l'utilisation des énergies renouvelables. Elles sont encore extrêmement loin du potentiel de développement qu'elles contiennent : certaines technologies sont immatures et à des niveaux encore faibles d'utilisation. Elles constituent un vivier de profits gigantesque. Le développement de ces technologies de production énergétique ne fera que déplacer la problématique de l'épuisement des ressources fossiles vers celui des différents matériaux et terres rares nécessaires aux énergies renouvelables. Car si ces énergies nouvelles peuvent sembler infinies à l'échelle de la civilisation humaine (le vent, le soleil, les marées, la chaleur des sols etc.), l'exploitation de ces sources d'énergie ne le sont pas. Les nouvelles générations de cellules photovoltaïques utilisent non plus le silicium comme matériau de base mais les

terres rares (indium, tellure, gallium etc.). Ces dernières sont déjà décisives dans la bataille que se mènent les capitalistes à l'échelle mondiale. Elles sont devenues, comme les hydrocarbures l'étaient déjà, un enjeu stratégique géopolitique majeur. Les contraintes environnementales qui pèsent sur les conditions d'extraction de ces ressources sont extrêmement préoccupantes. D'autant plus si elles devaient se développer aussi massivement que le nécessite le développement des énergies renouvelables au regard de la courbe des besoins énergétiques mondiaux.

Quatre ruptures majeures

Aussi l'urgence et l'importance de la question énergétique sont pour nous une question à la fois centrale et cardinale. Le capitalisme industriel et la logique productiviste sont source d'au moins quatre ruptures majeures avec les métabolismes écologiques. La question climatique en est une. Mais à cela s'ajoute la rupture avec les cycles de biodiversité. Le rythme et l'ampleur des extinctions d'espèces végétales et animales sont particulièrement préoccupants. Nous serions en train d'assister à une sixième extinction des espèces, la plus forte jamais connue. La troisième rupture[6] est celle liée au dérèglement du cycle de l'azote. Sa conséquence directe est l'appauvrissement de la capacité productive agricole. Agir sur cette capacité productive est ce qui motive l'utilisation des intrants proposés par les multinationales de l'agroalimentaire, et un des moteurs du développement de l'impérialisme moderne. Enfin, quatrième crise métabolique majeure, nous surpassons la capacité des systèmes écologiques à renouveler les réserves de ressources naturelles sur lesquelles est organiquement constitué le mode de production actuel[7] en termes de minerais, ressources fossiles, eau etc.

Toutes ces crises, ces ruptures, se nourrissent et se déterminent les unes les autres. La seule crise climatique aura des conséquences irréparables sur la diversité biologique, biodiversité elle-même composante et agent régulateur des équilibres des écosystèmes. Il nous apparaît qu'embrasser complètement la question écologique passe par ces considérations essentielles.

Un triptyque de combat

Pour toutes ces raisons, nous affirmons que résoudre la crise écologique, c'est affronter le système productiviste. C'est un des fondements du Manifeste pour l'écosocialisme. Pour le dire schématiquement, la course aux profits renforcée par la pression actionnariale implique tout à la fois de compresser les salaires et de maximiser les ventes de marchandises, qui elles mêmes doivent être produites en quantité toujours plus importantes, nécessitant des intrants fournis par la surexploitation des ressources naturelles. Ce schéma donne les trois composantes majeures du productivisme contre lesquelles nous proposons l'alternative écosocialiste : un, la domination impérialiste sur les terres, agricoles notamment, sur le vivant et les ressources naturelles. Deux, l'exploitation des travailleurs et trois, la domination culturelle et notamment le système publicitaire. C'est le sens des Thèses 9 « Produire autrement », 15 « Mener la bataille culturelle » et 17 « Porter un combat internationaliste ». La bataille pour les biens communs, pour la réappropriation des moyens de production combinée à d'autres contenus de production et la lutte contre la fable consumériste sont pour nous le cadre du combat pour l'abolition du mode de production capitaliste. C'est le triptyque de combat que nous proposons. Les

forces écosocialistes doivent s'organiser aux niveaux national et international pour renverser le système capitaliste sur ces trois éléments, en même temps.

Poursuivre le débat

Du cadre que propose le Manifeste ont émergé de nombreux débats, parfois nouveaux, parfois anciens. Notre proposition est que les Assises pour l'écosocialisme et son comité de coordination soient des outils collectifs au service de la poursuite de ces débats. Certes, nous ne trancherons pas tout tout de suite mais qu'importe. Nous avons d'ores et déjà toutes et tous la volonté de les aborder sans surenchère idéologique, pour se comprendre, se mettre d'accord, pour relever l'immense défi de s'unir autour d'une stratégie écosocialiste. La question du rôle de l'État dans ce projet sera par exemple un point important de nos débats à venir. Nous avons la conviction profonde que, sur cette question comme sur d'autres, malgré les divergences d'une gauche à l'histoire multiple, nous trouverons les terrains d'entente pour unir nos forces sans en rabattre sur nos convictions respectives. Le débat ne fait que commencer, poursuivons le !

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur•e(s) et URL d'origine activée.

références

références

⇧**1** Ce comité est composé de Mathieu Agostini, Paul Ariès, Guillaume Etievant, Laurent Garrouste, Susan George, Janette Habel, Damien Joliton, Matthieu le Quang, Jacques Lerichomme, Michael Löwy, Laurent Maffeis, Corinne Morel Darleux, Arno Munster, Danièle Obono, Anita Rozenholc.

⇧**2** Gard, Essonne, Bouches du Rhône, Alpes Maritimes, Doubs, Auvergne, Haute Garonne, Dordogne, Pays Basque mais aussi à Rome ou dans le Maghreb suite à la tournée pour l'écosocialisme de Jean Luc Mélenchon et Corinne Morel Darleux. A venir à Londres, Bruxelles, en Hongrie, dans l'Aveyron, en Ariège, à la Rochelle, Rennes, en Rhône Alpes, en Seine Saint Denis, dans l'Indre, le Cher, etc.

⇧**3** Ivan Illich, *La convivialité*, Éditions Points, 1975.

⇧**4** Notons d'ailleurs ici que le droit à la souveraineté alimentaire est revendiqué dans la Thèse n°9 contrairement à ce qui est avancé par l'auteur. Proposons également de lire à ce sujet le programme du Front de Gauche en matière agricole.

⇧**5** Il est évident, et nous l'avons dit à maintes reprises pendant la campagne présidentielle, que ce débat ne peut être celui des vérités révélées, apanage des pro-nucléaires. L'une des conditions est que le débat soit maîtrisé par les citoyens. Cela impose l'absence des financements privés de ces débats, une interdiction de la publicité par les entreprises du secteur etc. Le DNTE organisé par le gouvernement nous donne hélas raison. Les débats régionaux sont trop souvent financés par les lobbys. Les conditions même du débat sont complètement opaques au point que les associations ont dû en publier les compte rendus.

⇧**6** Déjà analysée par Marx et Engels sur la base des productions scientifiques de l'époque.

Il nous semble d'ailleurs important d'avoir à l'esprit qu'une des tâches de l'écosocialisme sera la réparation écosystémique. Il devra être particulièrement traité de la question des pollutions et des déchets qui sont déterminants dans l'explication
⇧**7** des ruptures avec les métabolismes écologiques. De la même façon que nous avons surpassé la capacité de la biosphère à reproduire les ressources naturelles que nous ponctionnons, nous surpassons, par notre activité, la capacité des écosystèmes à assimiler la conséquence de nos activités.